

Aujourd'hui dans cent ans : essai sur les mégapoles du Sud

Philippe Haeringer

■ Evolution des modèles d'urbanisation majoritaires dans les mégapoles du Sud. Essai sur la différence.

C'est en une quête de la différence que se résumera l'essentiel de ce parcours comparatiste. Les convergences ne peuvent être niées, mais elles sont surtout le reflet des déséquilibres mondiaux, générateurs de l'explosion urbaine des régions sud. Elles sont assez largement connues, et s'expriment généralement en valeurs négatives. Dans les différences, au contraire, se lisent d'abord les réponses des populations, et elles sont porteuses d'espérance.

S'il y a des différences, c'est que la réponse locale (milieux et sociétés) existe, surtout si elle s'exprime en modèles, en matrices. Cela veut éventuellement dire

que si les modulations géographiques des stratégies internationales ont leur part dans la différenciation, cette influence est digérée, conjuguée, réappropriée. Au total, les différences extraordinairement fortes que nous allons découvrir d'une ville à l'autre, loin de se réduire à une hiérarchie dans le développement ou le sous-développement, ont d'abord un contenu culturel. Dans un domaine où il faut craindre par dessus tout l'anomie, elles conduisent à une analyse plus stimulante que celle que nous sommes accoutumés de faire, au vu des « grands dossiers », sur l'urbanisation du Sud.

Toutefois, l'inquiétude demeure. Parce qu'elle est irrésistible, quels que soient les scénarios. La montée des mégapoles du Sud est l'une des inquiétudes majeures de cette fin de siècle, et plus encore de la prospective sur le siècle à venir. Celles

que l'on a déjà sous les yeux nous renvoient, démultipliées, sans contrepartie et sans espoir, toutes les tares de notre civilisation urbaine. C'est le malheur urbain mis à nu. Du moins, c'est ce que nous pensons. Impressionnés par une pauvreté dont nous avons oublié le nom, effarés par un sous-équipement que nous mesurons en milliers de kilomètres de tuyaux manquants, obsédés par une violence urbaine qui déborde chez nous, nous ne maîtrisons plus l'alphabet qui conviendrait à une lecture des sociétés concernées.

Peut-on faire une lecture équilibrée de l'expression même d'un déséquilibre ? La réponse est oui, car s'il peut être légitime d'analyser l'urbanisation du monde en termes de déséquilibre, ou de stigmatiser dans une ville tel ou tel déséquilibre sectoriel, il faut bien admettre que la réunion sur un site construit de dix millions de personnes est d'abord une formidable performance d'équilibre.

C'est avec cette disposition d'esprit que nous allons essayer de décrypter comparativement une série de paysages urbains, à la recherche des modèles dont ils se nourrissent ; et découvrir ainsi, au mitan de chaque ville, un modèle bien à elle qui assure l'essentiel de sa reproduction. L'existence d'une matrice, et le fait que celle-ci soit marquée au sceau de la société locale, permettent de relativiser les transformations générées par la poussée du gigantisme urbain. L'identification des tendances lourdes en est de surcroît facilitée.

Jeux de miroirs sur mer équatoriale

Il y a probablement peu d'images de ville aussi contrastées que celles que présentent, de part et d'autre de la mer de Java, ou plus exactement de la plate-forme de la Sonde, la mégapole indonésienne Jakarta (10 à 15 millions d'habitants) et

la perle des anciens *Straits Settlements*, Singapour (2,5 à 3 millions d'habitants). Dans la capitale de 180 millions d'Indonésiens aux revenus moyens de 500 dollars par an (PNB/hab) prévaut encore un modèle résidentiel en évidente filiation aussi bien avec les traditions de l'habitat rural qu'avec les conditions historiques de la formation de l'espace urbain jakartanais. Comme, en outre, les pouvoirs publics ont eu ici la rare sagesse de soutenir, en l'améliorant, ce modèle populaire majoritaire, on se trouve en présence d'une forme remarquablement aboutie – en regard des désordres inhérents à une urbanisation explosive – d'un modèle très culturel.

Puisqu'il faut imaginer avec des mots, on commencera d'ébaucher le modèle jakartanais avec une formule très visuelle et surprenante : à chaque ménage de cette mégapole correspond une maisonnette donnant sur un chemin piéton. Avant de nuancer et d'approfondir, il faut immédiatement opposer à ce trait son inversion singapourienne : dans cette ville-Etat à l'économie florissante (7500 dollars par habitant), à peu près aucun ménage ne conserve un contact direct et privatif avec le sol. Aux « villages » urbains de Jakarta (célèbres sous le terme de *kampung*) répondent les grands ensembles verticaux et les villes nouvelles de Singapour.

Bien qu'ils appartiennent au même ensemble géo-culturel, il est clair que les deux Etats n'ont rien de comparable. Jakarta ne peut pas ne pas être le reflet des pesanteurs de l'immense pays qu'elle dirige. Singapour, sanctuaire du capitalisme mondial, a nécessairement les coudées plus franches pour forger son image à sa guise, à la fois sur le plan des moyens financiers et sur celui de la recherche d'une adhésion consensuelle au modernisme. Pourtant, il est inévitable que la plus riche exerce sur la plus pauvre une sorte de fascination, au demeurant difficile à mesurer. Nul doute que pour une

partie de la classe dirigeante mais aussi probablement dans un coin de la conscience populaire, Jakarta doit évoluer vers le modèle singapourien. Déjà elle en possède quelques empreintes, chaque jour plus exemplaires ; mais cela ne se produit qu'au niveau des grands réseaux de circulation et de la matérialisation de ce qu'il est convenu d'appeler le « tertiaire supérieur ».

Le maillage des *highways*, qui bénéficie actuellement d'un gros effort d'investissement, draine et canalise toute l'activité de haut vol, qui s'exprime en d'imposants alignements de tours dont les plus récentes sont en effet très singapouriennes par l'avant-gardisme de leur dessin, la qualité de leur réalisation, voire par la dimension ludique de leur négoce : l'hôtellerie internationale, les grands centres commerciaux (appelés *plazza*), le disputent en équipements attractifs grand public aux parcs d'attraction eux-mêmes, trois domaines où Singapour excelle et qui commencent à imprégner Jakarta.

Pesanteurs et efficiences

Cependant, le système résidentiel jakartanaï échappe jusqu'ici à la séduction du vertical et au bouleversement des rapports sociaux que cela impliquerait. La production immobilière de masse – publique ou privée – qui commence à prendre pied, doit elle-même décliner le paradigme du *serré-horizontale*, malgré de modestes tentatives pour s'en affranchir. Comment interpréter cette situation ? S'agirait-il de ces pesanteurs dont nous parlions plus haut ? ou bien la résistance d'un modèle serait-elle due à son efficacité ? Ces deux lignes interprétatives expriment les deux attitudes opposées (négative/positive) que l'on peut adopter face à un tel phénomène, mais elles peuvent se rejoindre dans une même analyse.

Le modèle jakartanaï, saisissant par sa

constance et par le fait qu'il se vérifie même au cœur de cette mégapole de plus de dix millions d'habitants, défiant toutes les lois de la pression foncière, est le produit évident d'une situation, d'une histoire, d'une culture locale et régionale. Ce tangage génétique lui confère une puissante capacité de reproduction quelle que soit l'attitude de l'Etat à son égard, et c'est sans doute ce qui le distingue le mieux des autres modèles introduits dans la ville, ou que l'on voudrait y introduire.

Cette capacité inclut toutes les autres : souplesse à saisir les besoins et les aspirations de la majorité, cohérence avec de nombreux aspects de la vie sociale, etc. Si, comme ce fut jusqu'ici le cas de Jakarta, l'Etat accepte d'entrer dans cette dynamique en lui apportant un soutien matériel (programmes d'équipement) et une reconnaissance politique (intégration des pouvoirs locaux dans l'organigramme des municipalités), le modèle populaire peut perdre une part de ses défauts intrinsèques, au premier rang desquels il faut précisément placer sa difficile insertion dans la gestion physique et politique de la macro-ville. Privés ou non de cet avantage, les modèles d'urbanisation populaire que l'on rencontre dans toutes les villes du monde sont donc à la fois marqués par de solides références à des pratiques et des structures traditionnelles et par une remarquable capacité à affronter tout ou partie des défis de la croissance urbaine contemporaine. Sans eux cette croissance resterait, au choix, impossible ou inexplicable. Ainsi les pesanteurs sociologiques, paradoxalement, concourent au dynamisme urbain.

Différences : la cour ou la rue

Le peu qu'on a dit du modèle jakartanaï pourrait laisser croire qu'il ne se différencie guère de l'image habituelle – et caricaturale – des villes du tiers-monde.

Ne sont-elles pas toutes constituées plus ou moins d'une mer de baraques cernant un petit Manhattan ? Peut-être. Mais essayons d'être précis en peu de mots. On verra que rien ne se ressemble et que les modèles d'urbanisation populaire sont aussi divers que possible, à l'instar des cultures et des situations locales et régionales. Tout au plus pourrions-nous établir quelques rapprochements.

Pour Jakarta, c'est bien de maisonnettes et non de baraques qu'il faut parler. Elles ont des toits de tuiles rouges, elles comportent de larges baies vitrées, elles sont agrémentées de jardinières et de volières : trois traits symboliques communs à tous les niveaux sociaux médians et au-delà. Elles ne sont pas grandes puisqu'elles s'inscrivent sur des parcelles de 30 à 50 m² le plus souvent, laissant rarement la place à une courette ou un jardinet, sauf au début du processus d'urbanisation. Nous sommes bien dans un schéma *serré-horizontale*.

Mais il existe bien d'autres schémas de serré-horizontale à travers le monde. Voyons ce qu'il en est en Afrique tropicale où l'horizontalité est aussi prégnante qu'en Indonésie. Le splendide exemple de serré-horizontale qu'offre la ville la plus manipulée par l'imagerie citadine internationale, Abidjan (2 à 3 millions d'habitants), est aux antipodes – au sens figuré comme au sens propre – de l'exemple indonésien. Sur un parcellaire dix fois plus généreux (la norme administrative, habituellement reprise par l'urbanisation spontanée est de 400 m² par lot) s'organise un habitat de cours collectives, rassemblant cinq à dix ménages locataires autour d'un espace domestique central, en compagnie ou non du propriétaire du lot. Figé dès son étape constitutive (par exemple en périphérie), ne se prêtant guère à des morcellements ultérieurs, contrairement au dispositif indonésien qui se densifie peu à peu par ce biais, le schéma populaire abidjanaï atteint très

vite des densités comparables (500 habitants à l'hectare), puis supérieures (1 000 hab/ha) à celles auxquelles prétendent les modèles verticaux les plus ambitieux, densités auxquelles parvient tout également, mais à maturité, la trame jakartanaïse.

Dans les quartiers d'Abidjan, c'est la cour close, conviviale et/ou conflictuelle autour du mangui central qui constitue, si l'on peut dire, l'élément clé du génie citadin populaire. Ce n'est pas la maison, réduite à un compartiment dans un bâtiment en bande parfaitement anonyme, aux huisseries standard limitées à d'étroites persiennes généralement fermées. Ce n'est pas non plus véritablement la rue, ici fille du damier colonial, adoptée certes, naturalisée par les pratiques populaires, mais surdimensionnée par rapport à celles-ci, hors le passage automobile et le foot des enfants. Pour le reste de la socialité citadine, les carrefours, les abords de marchés sont autrement essentiels. Les grands axes aussi, investis par le commerce quotidien (boutiques et tabliers) et par les foules piétonnes, à la différence des axes jakartanaï, plus extérieurs à la sphère du temps domestique, plus apparentés à celle du temps professionnel.

En revanche, à Jakarta, les étroits chemins (1 à 1,5 mètre de large, plus deux caniveaux), toujours dallés, sont parcourus par d'efficaces voiturettes et palanches d'artisans et de commerçants, véritables boutiques foraines de première nécessité et de service quotidien. Si l'on ajoute à cela que, en cohérence avec cette voirie particulière, la notion de transport urbain inclut elle aussi une véritable déserte à domicile au moyen de véhicules marchands aussi légers qu'individuels (cyclopoisses, tricycles, etc.), on peut estimer qu'à Jakarta la ruelle est plus essentielle aux flux domestiques que la grande voie, tandis que l'on peut risquer la proposition inverse pour Abidjan.

On remarquera enfin que, ainsi dimen-

sionnée, la rue jakartanaise prend valeur, comme la cour abidjanaise, d'aire de voisinage entre des riverains qui ne songent pas à s'emmurer et ne le pourraient guère ; mais voisinage d'un autre type, réunissant des cellules autonomes sur un espace d'usage certes commun, mais non domestique, au-delà des pontets enjambrés caniveaux.

La cour dans la rue

Abidjan n'est pas toute l'Afrique noire. Si l'on se transporte un peu plus au nord, dans les capitales soudano-sahéliennes (0,5 à 1 million d'habitants chacune, plus Dakar, 2 millions d'habitants), on trouvera d'autres formes de serré-horizontales, dont le principe commun est aussi celui de la cour close. Mais alors que la cour abidjanaise s'est enclose par nécessité, pour cause de spéculation locative intensive (des constructions enserrant un espace résiduel), la cour soudano-sahélienne, qui reste essentiellement consacrée à la famille élargie même en milieu urbain, où la spéculation locative n'atteint jamais l'intensité qu'elle prend à Abidjan, se ferme par tradition de hauts murs complétant le cercle des habitations.

Ce que l'on peut interpréter comme l'expression d'une pudeur autour de la sphère domestique ressort d'autant mieux comme trait culturel régional qu'on se reporte en nouveau vers les villes du Sud qui n'ont pas subi la même pression foncière qu'Abidjan. Si l'on prend Conakry (1 million d'habitants), sortant de 25 années pendant lesquelles prévalut, sous la gouverne de Sékou Touré, une politique urbaine très laxiste (« Un chemin peut toujours contourner une maison », disait Sékou Touré), on observe que l'espace domestique s'y confond souvent avec la rue ou ce qui est supposé en tenir lieu. Spectacle d'abandon à première vue, puis d'aimable urbanité tout compte fait, où

l'on voit des bouquets de canne à sucre, des carrés de bananier ou de taro, mais surtout des aires ménagères jonchées d'ustensiles et de lessive, parsemées de chaises et de tabourets où se vit la socialité familiale et de voisinage au vu de tous. L'essentiel de ces espaces est-il sans doute inclus dans le parcellaire privatif, mais celui-ci étant ouvert et la voirie peu matérialisée, la confusion visuelle est totale.

Disons toutefois que ce schéma souffre au moins deux exceptions importantes, la première sous l'empire des lois coloniales, la seconde par l'effet de l'élévation sociale. On distingue assez bien, dans l'agglomération d'aujourd'hui, les quartiers dont le lotissement est antérieur à l'avènement de l'indépendance. La servitude d'alignement tend à y occulter les espaces cour, les façades s'alignant sur la rue. Mais alors le débordement domestique côté rue est encore plus patent et semble en outre indiquer une volonté de communiquer, d'être au contact du mouvement de la rue. Telle n'est pas la tendance affichée par les familles qui, ici ou là dans le tissu de la ville post-coloniale ou dans des secteurs où elles se regroupent, entreprennent d'accéder au confort bourgeois. Apparaissent alors les murs de clôture, en même temps que l'habitation change de forme et de couleur : de massives villas blanches, chapeautées de dalles de béton, font tache dans l'univers ferrugineux de Conakry où la couleur rouille des longs toits de tôle rejoint celle du sol latéritique, dont la fine poussière imprègne murs et feuillages.

Images inversées

Avec le modèle de Conakry, finalement très agreste, on s'est en fait éloigné d'une logique de comportement délibérément dirigée vers un dispositif serré-horizontale. On y atteint parfois des densités

fortes (500 hab/ha et plus) dans quelques quartiers centraux, dont la centralité est exacerbée par un site de presque île étranglée et au-delà par la pauvreté des axes routiers, mais l'immense majorité des espaces urbanisés ne connaît que des densités comprises entre 50 et 200 habitants à l'hectare.

Il est vrai que nous ne sommes pas dans une véritable mégapole (1 million d'habitants seulement), même à l'échelle d'une urbanisation africaine encore retardataire. Mais à la pointe de celle-ci, ou presque, se situe une ville qui, comme toutes les villes bantou du bassin congolais, fonctionne sur un modèle résidentiel aussi lâche que celui de Conakry. Kinshasa (3 à 4 millions d'habitants) comme Brazzaville, Banghi ou Luanda, est le domaine d'une autre image verte de la ville tropicale. Une image pourtant assez différente de celle de Conakry et des autres villes de l'Afrique occidentale humide. Au point que, si l'on repart de la cour abidjanaise, il suffira d'en inverser le dessin pour schématiser celui de la parcelle urbaine bantou.

Au centre de celle-ci, on trouve non pas une cour résiduelle mais une habitation sensiblement carrée, avec un toit à quatre pans, alors que les habitations d'Abidjan comme de Conakry sont allongées, avec un toit à une ou deux pentes, donc prédisposées à se ranger en bordure du lot. La parcelle bantou, de dimensions comparables à celles de l'Afrique occidentale, donc spacieuse, laisse ainsi à ses occupants la disposition d'un important carré de sol qui recevra une clôture végétale et sera abondamment planté : arbres fruitiers et condiments surtout. Cet agencement, à l'évidence destiné à une jouissance familiale, résistera longtemps aux attrait d'une spéculation locative intensive qui l'obligera - au-delà du stade de la petite annexe louée à un célibataire dans un coin de la parcelle - à se dénaturer jusqu'à ressembler peu ou prou à une

cour abidjanaise. Pas tout à fait cependant, car là-bas, en Côte-d'Ivoire, l'agencement de la cour a été codifié par l'administration : un bâtiment en fond de cour, un bâtiment côté rue, et les deux autres côtés de la parcelle consacrés aux cuisines et sanitaires. A Kinshasa, la densification progressive aboutit à une distribution souvent complexe, où l'espace cour se scinde volontiers en micro-espaces semi autonomes.

Que cette transformation ne s'opère que dans les quartiers centraux, laissant pour l'essentiel à cette ville immense le visage d'une urbanisation extensive, aérée, complantée, doit évidemment être relié à la fois aux pratiques foncières et à l'attitude attentiste des autorités face à ces pratiques. Le modèle résiste parce qu'il est abondamment alimenté en terrains nouveaux, généreusement fournis par les chefs de terre lotisseurs. Mais si la machine foncière fonctionne ainsi, c'est aussi parce que le comportement du Bantou dans la ville pousse très vite le jeune couple à trouver son indépendance loin dans la périphérie plutôt que de rechercher une location facile au centre ville. De la même façon, si le pouvoir central laisse faire, c'est que les chefs de terre, complices des acquéreurs, reproduisent d'eux-mêmes les trames administratives (le fameux damier colonial), tandis qu'inversement, si ceux-ci se comportent ainsi avec tant de constance et tant de vigilance de la part de leurs clients, c'est bien parce que les uns et les autres savent qu'ils ne le font pas en vain. Les bulldozers ne seront pas lâchés.

Du terroir au génie urbain

Ce n'est sans doute pas un hasard si une certaine analogie de paysage préurbain peut être surprise, malgré tant de différences par ailleurs, entre certains lieux de la périphérie jakartanaise (surtout vers

le sud, où l'urbanisation gagne les terroirs de piémont) et les quartiers non point trop périphériques (déjà formés) des villes bantou. Analogie de latitude et de stock végétal, mais surtout même image de la case familiale au toit pentu, oscillant entre techniques et matériaux modernes et traditionnels, plantée au cœur d'une parcelle ombragée que cerne une palissade végétale. Mêmes parcours paisibles d'interfluve en interfluve, mêmes franchissements de ravins jardinés.

Cette fugitive ressemblance se précise encore lorsqu'on se transporte à Douala (1,5 à 2 millions d'habitants) et singulièrement dans les banlieues habitées par une population qui, comme les gens de Java, ont quitté des terroirs très densément peuplés et rigoureusement organisés sur un foncier stable et minutieux. Dans ces quartiers bamiléké ou à dominante bamiléké, où la mobilisation communautaire a joué pour assurer, en l'absence de toute intervention publique, l'aménagement d'une voirie viable, les parcelles individuelles sont tirées au cordeau dans une composition véritablement jardinée. Certains secteurs de cette urbanisation doualaïse spontanée ou « informelle » offrent ainsi une image que l'on peut considérer comme l'antithèse absolue de celle que l'on attache habituellement à ce phénomène de par le monde, même si ce génie urbain populaire ne résout pas ou suppose résolus les problèmes organisationnels relevant de l'échelle macro-urbaine. Et il n'est pas indifférent que l'image bamiléké et l'image javanaise rapprochent deux peuples disposant d'une même expérience séculaire de serré-horizontale.

A ces antécédents ruraux, il convient d'ajouter – mais ceci est quelque peu en rapport avec cela – des considérations sur une certaine cohésion sociale ou communautaire à l'échelle locale. Les Bamiléké de Douala sont connus pour cela, mais les Jakartanais, en dépit de leur diversité d'o-

rigines, le sont encore davantage pour la raison que leurs associations de voisinage et de quartier, nécessairement mono-ethniques, participent de la très hiérarchisée et très visible organisation d'encadrement social dont toute agglomération indonésienne est dotée ; visible par ses postes de surveillance nocturnes, ses bureaux et secrétariats de chefferie, ses calicots diffusant mots d'ordre et informations.

C'est sur cette organisation que les promoteurs des KIP (*Kampung Improvement Programs*), lancés il y a vingt ans par le gouvernement, se sont appuyés. C'est probablement aussi à la sécurité qu'elle confère que l'on doit en partie l'architecture très ouverte des habitations, avec leurs galeries d'étages, leurs auvents, leurs petites terrasses rapportées et surtout leurs baies vitrées, visibles sur les plus modestes demeures et qui contrastent vivement avec le caractère compact et fermé des cours locales d'Abidjan, mais aussi d'Accra ou de Lagos, autres métropoles du golfe de Guinée, où l'on sait que le vol est une expectation quotidienne chez les plus démunis. Douala, qui n'est pas loin, est une ville également dure dans ses quartiers cosmopolites qu'une histoire foncière très conflictuelle a densifiés à outrance. Mais, tant qu'ils restent ce qu'ils ont voulu être, les faubourgs bamiléké et leurs avenantes demeures semblent échapper à ce stress.

La troisième dimension

Il faut quitter l'Afrique équatoriale, mais non le continent, pour trouver l'un des plus beaux exemples de serré-vertical qui soit. La plus grande ville du monde arabe, Le Caire (12 à 14 millions d'habitants) ne ressemble pourtant pas à Singapour que nous présentions, au début de ce parcours, comme la parfaite antithèse verticale de Jakarta. Si Singapour est le

contraire de Jakarta, Le Caire est un autre contraire de Singapour. Verticales l'une et l'autre, les deux mégapoles s'opposent, entre bien d'autres choses, par le statut de leur système résidentiel majoritaire.

Alors qu'à Singapour ce système est mis en place et façonné par un urbanisme exclusif et ultra performant, qui ne laisse au secteur privé que le domaine du très haut standing, il en va tout autrement dans la capitale égyptienne. Malgré la démiurgie intelligente du baron Empaing, qui créa de toutes pièces Héliopolis au début de ce siècle, malgré les HLM de Nasser et les villes nouvelles de Sadate, l'essentiel de la croissance cairote d'aujourd'hui est le produit d'une urbanisation populaire plus ou moins illégale. Et c'est une surprise peu banale de découvrir que cette croissance périphérique spontanée, au lieu d'offrir une variante supplémentaire à l'imagerie tiers-mondiste (de banlieues rampantes et lâches, annonciatrices de bidonvilles, de favelles ou de slums), produit d'emblée des rangs serrés d'immeubles hauts, tout de suite portés à trois ou quatre étages, et dont les structures en béton armé permettront qu'on les pousse jusqu'à huit ou dix étages. Curieuse front urbain qui avance ainsi ses murailles, comme des phalanges compactes sur les luzernes du delta...

Contrairement à la diversité des pavillons de Jakarta, les immeubles qui se construisent au Caire, aussi bien à la périphérie qu'au cœur du tissu urbain, où ils remplacent peu à peu d'autres immeubles moins solides et moins hauts, sont tous sensiblement identiques. Bien que construits hors de tout contrôle, ils obéissent à tout un système de normes qu'il serait trop long d'exposer ici. En ce sens, toutes proportions gardées, ils rappellent les cours d'Abidjan qui, dès leur constitution à la périphérie, adoptent une forme d'autant plus définitive qu'elle est standardisée. Autre analogie avec Abidjan : cet habitat mimétique est évidemment

collectif et local. Tous les Cairotes comme tous les Abidjanais sont locaux. Un certain nombre le sont de l'Etat (la démiurgie de Nasser et de Sadate n'a d'égale que celle d'Houphouët), mais la plupart le sont de propriétaires privés, en situation de moins en moins légale (dégradation, dans les deux villes, de la gestion foncière par l'appareil d'Etat). Le rapprochement avec le modèle serré-horizontale d'Abidjan s'arrête là.

Mais un autre rapprochement peut être opéré avec le serré-horizontale de Jakarta sur un point : le dimensionnement des voies. Leur étroitesse, courbe à Jakarta comme les rizières de Java, rectiligne au Caire comme les rigoles (d'irrigation) du delta, ne tient compte ni des modèles coloniaux, ni des exigences de l'accès automobile. Seule semble compter la reproduction d'une fonctionnalité écologique et sociale de la rue, éprouvée depuis des lustres et des siècles. La fonctionnalité de la rue égyptienne n'est cependant pas la même que celle de la rue indonésienne.

La rue et la cité

Traditionnellement protectrice, sous ses murs, des ardeurs d'un climat torride et sec (poussières de sable, ensoleillement estival violent) alors que la venelle jakartanaïse est d'abord un indispensable drain pour le flot des eaux équatoriales et ne saurait se refermer sur une touffeur moite et captive, la ruelle cairote diffère aussi de son homologue asiatique par le rôle social et économique qu'on lui fait jouer. Tandis qu'on peut ramener la venelle du kampung jakartanaïse à une double enfilade de seuils familiaux desservis par un artisanat forain, les établissements artisanaux et PME étant presque tous rejetés à la périphérie du quartier, c'est-à-dire sur les voies de circulation qui l'enserment, cette séparation du résidentiel et de l'économique ne se vérifie au Caire qu'à

la faveur de la troisième dimension. Le domaine réservé des ménages commence au premier étage, d'ailleurs en encorbellement sur la rue, et la fonction seuil se dédouble entre la cage d'escalier et la loggia dont chaque logement est équipé en lieu et place des moucharabiehs d'antan. Mais les rez-de-chaussée et les sous-sol sont massivement investis par des activités de service et de production extrêmement diverses, incluant des ateliers semi-industriels. La rue cairote d'habitat populaire est donc aussi, presque toujours, une zone d'emploi intense, tandis qu'inversement les artères les plus actives sont presque toujours, aussi, des espaces d'habitation. A ces fonctions résidentielles et économiques, la rue cairote ajoute une fonction de réunion, grâce à ses cafés, ses hammams et ses mosquées, équipements très largement distribués dans l'ensemble du tissu urbain.

Si l'on intègre à cette analyse la génétique très particulière du Caire lorsqu'il progresse sur les terres irriguées du delta comme une main enfilerait un gant, doigt par doigt, c'est-à-dire rigole par rigole, c'est-à-dire encore rue par rue, cette mutation de la rigole à la rue ne pouvant s'opérer que par entente de tous les riverains d'une même rigole ; si l'on considère la trame singulière qui en résulte, avec des rues parallèles très longues, rarement coupées de transversales ; si l'on s'attarde enfin sur l'importance numérique, compte tenu de la massivité de la mise en valeur immobilière, du groupe humain qui se trouvera ainsi plus ou moins captif d'une rue (jusqu'à plusieurs milliers d'habitants) et de ses leaders (souvent issus du processus de formation), on est fondé à estimer que la rue du Caire constitue à elle seule l'unité territoriale de base de la société cairote, au même titre – mais d'une façon moins transparente – que les kampungs jakartanais et leurs associations de voisinage. Mais on ne peut quitter Le Caire sans s'interroger

sur l'insidieux changement qui nous fait passer, sans que la trame ne change, sans véritable rupture de modèle et de codes, d'une image urbaine à une autre.

L'ensevelissement

Le tissu cairote a toujours été compact (maisons hautes, mitoyenneté sur trois côtés, espaces cour réduits à des puits de lumière, rues étroites, impasses), et l'expérience des immeubles collectifs est ancienne (voir les *rab*, les *wakala*, etc.). Cette densité et la symbiose habitat/industrie/religion qu'elle réalise, qui n'est pas sans rappeler la ville de l'Europe classique ou médiévale, voire le Marais parisien d'avant Malraux (la sédimentation de richesses architecturales passées étant une autre caractéristique partagée), sont donc parfaitement assimilées dans une citadinité séculaire qui fait référence dans l'histoire du monde.

Sur ce modèle peu contrarié par des politiques alternatives modérément efficaces, survinrent trois chocs presque concomitants : l'explosion urbaine des années 60 et suivantes, la manne pétrolière des années 70 (via l'immigration), enfin la valorisation subite du sol urbain et des terres périphériques, consécutive aux deux phénomènes précédents et, paradoxalement, à la mise à l'index de l'urbanisation sur ces terres agricoles. Provoquée par une prise de conscience tardive des périls encourus par les riches limons du delta, cette stigmatisation récurrente, traduite en mesures d'interdiction et, le cas échéant, en lourdes peines, semble avoir favorisé les modes de mise en valeur les plus massifs et les mieux « bétonnés », dans les deux sens de ce terme.

Ainsi, dans le même temps que le Caire historique, gorgé de trésors patrimoniaux fissurés ou non, voit se substituer à ceux-ci, tous les jours, de hauts immeubles de béton et de briques, les

mêmes immeubles, sortis du même moule, avancent en rangs serrés sur la luzerne du delta. D'un seul élan, l'ensemble de l'agglomération cairote gagne donc, d'une décennie à une autre, quelques étages de plus sans rien changer à sa matrice foncière. Les puits de lumière deviennent de piètres gaines d'aération, l'ombre douce de la ruelle se mue en tombeau, l'ampoule électrique ne s'éteint plus dans les étages inférieurs.

Entre autres nuisances provoquées par cette accumulation excessive de population (jusqu'à 3 ou 4000 habitants à l'hectare) non compensée par une efficacité proportionnée des réseaux techniques (quand ils existent), on assiste évidemment à un engorgement d'une rare intensité de toutes les voies de liaison, qu'elles soient de rang local ou de première importance. Le niveau sonore du Caire est bien connu. Lorsqu'au déclin du jour les 10 000 mosquées de la ville tentent, pour l'appel à la prière, de couvrir la clameur automobile, c'est un peu comme si tout un peuple captif tendait les bras pour sa délivrance. Mais il n'y a pas de géolier et la situation n'en est que plus hallucinante : voici le peuple d'une ville qui s'ensevelit par sa propre dynamique.

Faut-il accueillir le drame cairote comme une image prémonitoire pour le reste du monde ? Le Caire n'aurait-il qu'un peu d'avance dans un irrépressible mouvement d'empilement urbain dont seuls les pays riches pourraient non pas enrayer mais aménager la mécanique ? Comme Singapour...

Des « skeletons » pour tous ?

Nous sommes parvenus au cœur de notre quête. Que faire, que penser de toutes ces images égrenées ? Sans doute eut-il fallu en ajouter beaucoup d'autres pour se convaincre que chaque recoin de la planète a bien sa façon à lui de décliner

le verbe construire (une mégapole). En interrogeant les modèles populaires majoritaires, nous sommes allés au-delà de la première apparence, qui fait que toutes les mégapoles du Sud se ressemblent. Mais pouvons-nous être sûrs que les différences ainsi observées, qui sont considérables, ne sont pas à leur tour trompeuses, cachant une marche inexorable vers des modèles beaucoup moins différenciés, qui auraient en commun l'accumulation verticale sans prospects et aussi cette architecture « grise » dont la généralisation, dans une ville comme Le Caire, l'une des plus riches en références architecturales verticales, a quelque chose d'angoissant ? Les mégapoles du monde pauvre se couvriront-elles, chacune à leur tour, de ce qu'il est bien tentant d'appeler des « skeletons » par référence à leur ossature en béton (*skeleton type buildings*, sur les épures anglo-saxonnes) et parce que les bâtisseurs cairotes se contentent en effet d'opérer un simple remplissage (en briques) de ces structures ? Comment d'ailleurs espérer qu'un habitat collectif pauvre soit autre chose que cela ?

Cette dernière préoccupation n'est qu'en apparence esthétisante. A moins qu'on accorde à l'esthétique urbaine un autre statut que celui de simple frivolité, même au regard d'enjeux fonctionnels ou sociaux plus immédiatement dramatiques. Car il est bien évident que derrière l'atonie stylistique se cache toute une triivialité des rapports à la ville et des rapports sociaux eux-mêmes, même si l'on peut penser que socialité et citadinité peuvent s'exercer sur d'autres terrains que l'identification des hommes à leur habitat. A preuve les efforts des ménages cairotes pour personnaliser a posteriori leur logement par un badigeon de couleur appliqué à leur loggia ou même, très souvent, par des fresques murales aux motifs géométriques, floraux ou religieux. Ce correctif apporté presque toujours à l'a-

nonymat des habitats populaires collectifs (lorsque leur statut le permet), à quoi s'ajoutent les couleurs de la vie, toujours vives, mobiles et extériorisées sous les climats chauds, atténuée quelque peu la même monochromie de ces architectures minimales, qu'elles soient verticales ou horizontales.

De cela, le centre des villes ne bénéficie guère lorsque, comme au Caire, l'architecture « grise » s'empare des lieux. L'insipidité d'une façade de bureaux est sans retour. Il existe, certes, des immeubles de bureau étincelants parce que luxueux et avant-gardistes ; mais le luxe et l'avant-gardisme architecturaux sont définitivement internationaux, donc quand même insipides. Il faut entendre par là qu'ils ne sauraient durablement fonder un sentiment identitaire chez les citadins. A moins que...

La tentation

La seule échappée, dans cette direction, est l'excellence distinctive de l'ensemble d'un système urbain. Et c'est le meilleur des mondes singapouriens. Qu'y trouve-t-on ? Une île totalement domestiquée, de 600 km², où la façade ne trompe pas sur l'arrière boutique. A l'excellence plastique de la place financière et affairiste, ainsi que du monstrueux *shopping center* que constitue le district d'Orchard road, répond l'excellence des satellites résidentiels, reliés au centre par les branches d'un métro aérien climatisé, *clean*, un bijou de métro ; le tout s'inscrivant dans un écrin paysagé d'où tout miasme équatorial a disparu, mais où l'on trouve cependant un vrai faux morceau de forêt primaire, une volière inouïe, la plus grande cascade artificielle du monde, etc.

A des degrés d'excellence moindre, les autres régions de ce qu'il est encore convenu d'appeler le tiers-monde possè-

dent aussi leurs points de mire. Le monde arabe avait Beyrouth et conserve ses capitales pétrolières. L'Afrique occidentale regarde encore Abidjan, revu et corrigé par le Yamoussoukro d'Houphouët ; mais Houphouët est riche, les émirs plus encore et Singapour les coiffent tous. Que peuvent donc générer ces modèles autour d'eux, dans des ensembles urbains où le pouvoir d'achat est dix ou vingt fois inférieur ?

Sauf à imaginer (difficilement) que ces disparités s'atténueront un jour, on ne peut que tout craindre de recettes urbaines qui seraient lourdement révisées à la baisse. Les HLM verticales de Jakarta, heureusement peu nombreuses, sont pitoyables. Les HLM de Nasser le sont encore davantage (et sont plus nombreuses). Les villes nouvelles de Sadate sont des gouffres financiers et, malgré cela, sont boudées, sans doute parce qu'elles restent mal reliées à la ville et probablement aussi parce qu'elles ignorent superbement les ressorts de la citadinité cairote, faite de la rencontre de stratégies de survie multiples dont l'entité rue, absente des villes nouvelles, est le cadre privilégié. Même les ambitions immobilières de l'Etat ivoirien, clé de voûte de l'urbanisme abidjanais des années 60 et 70, ont été remises en question par l'Etat lui-même parce qu'il devenait trop évident qu'elles étaient ruineuses sans atteindre exactement leur but social.

Pourtant, pour l'essentiel, elles avaient eu la sagesse de développer des formules relativement proches des habits locaux (horizontalité, espace cours) et les Abidjanais s'étaient battus pour y accéder. De la même façon, les programmes d'habitat en accession - petites maisons en série qui se développent dans les villes satellites de Jakarta - gardent le contact avec le modèle populaire local, notamment par la structure du parcellaire et de la voirie au point qu'au bout de quelques années, après que chaque acquéreur ait transfor-

mé à sa guise sa maisonnette standard et enclos ce qui lui reste de jardin, on retrouve à peu près l'image d'un kampung urbain classique, seulement plus rectiligne.

Mais il reste dans les deux cas une rigidité cachée, celle de la mécanique des attributions et/ou d'un marché capitalistique (privé ou d'Etat) qui ne saurait se substituer sans partage et sans dommage aux dynamiques foncières populaires, où les solidarités communautaires jouent encore un rôle et où toute condition sociale trouve sa place. Singapour, avec toute la force que lui donne sa position de place internationale, au destin clairement identifié, a balayé tout cela, tissus communautaires et modèles d'habitat, le projet urbanistique rejoignant le projet politique d'unité nationale, quitte à faire de quelques vestiges restaurés des arguments touristiques. La mégapole Jakarta, pas plus que la plupart des mégapoles du monde, Nord et Sud confondus, ne saurait se permettre un tel bouleversement hors de l'achèvement d'une dictature calamiteuse, et non sans fabriquer une armée d'exclus.

Des modèles péjorés

Sans aller jusqu'à ces extrémités, le danger est permanent de voir les pouvoirs publics d'un pays et les autorités d'une ville dilapider leur énergie et les ressources limitées dont ils disposent au seul profit des tentations qu'exercent sur eux les recettes et les normes internationales. Même lorsque ces recettes sont appliquées avec une certaine intelligence aux paramètres économiques et culturels locaux, elles pénalisent lourdement les modèles populaires majoritaires qui, ne bénéficiant pas de la même attention, vont voir leurs faiblesses mises à nu et, de fait, aggravées : équipements déficients, mauvaise desserte, etc. toutes

choses qui relèvent, précisément, de la puissance publique. Renvoyant ainsi, de plus en plus, une image négative et anti-urbaine, confortant une prévention naturelle, de la part de tout pouvoir, à l'égard d'un foncier non maîtrisé par lui, les modèles d'urbanisation populaire sont ainsi peu à peu poussés vers une *tiers-mondisation* que la pauvreté ambiante ne justifie pas vraiment.

Le cas des kampungs de Jakarta, heureuse exception d'une urbanisation populaire systématiquement bonifiée - au moins depuis vingt ans - par un programme public d'initiative indonésienne et rejoint par la Banque mondiale, est très éclairant sur la qualité que peut atteindre un modèle populaire pour peu qu'il soit reconnu. Nous avons déjà souligné la remarquable cohérence du modèle jakartais dans ses diverses dimensions : habitat, circulation, activités, encadrement communautaire. Et nous n'en avons pas dit le dixième. Sait-on que, dans ce dédale immense, le courrier arrive à chaque ménage sans difficulté ? Il ne faut certes pas magnifier à l'excès : il reste diverses insuffisances, comme le lancinant problème du drainage de ces terrains trop plats ; et des questions peuvent se poser quant aux exclusives ethniques (parfois) et quand aux contraintes d'un contrôle social sourcilieux.

Néanmoins, à l'évidence, le modèle peut séduire les observateurs occidentaux qui cherchent toujours, chez eux, la formule magique du village dans la ville. Les Sarcelles et les Evry de Singapour, en dépit de leurs qualités, les glaceraient plutôt. Il n'est pourtant pas certain que les responsables indonésiens soient définitivement convaincus d'avoir devant eux un modèle si enviable. Insidieusement, le mot kampung subit une dérive sémantique péjorative. Et les programmes KIP cèdent la place à l'obsession du grand Jakarta de demain, avec ses villes satellites...

Cette déconsidération que subissent les modèles locaux de la part des classes dirigeantes, parfois avec la complicité des populations elles-mêmes, victimes du mirage (transposé !) de la table en formica, est encore plus évidente dans la plupart des autres pays. Pourtant, la menace qui en résulte n'est pas celle d'une éradication pure et simple, ni celle d'un bouleversement volontariste généralisé, pour lesquels les moyens et la volonté politique font très généralement défaut. Certes, les opérations bulldozer sont monnaie courante, mais elles n'attaquent le système qu'à la marge, soit pour le bouter hors des espaces stratégiques ou convoités (et quand il s'agit du centre ville cela signifie souvent la disparition d'un patrimoine ancien), soit pour intimidation. Mais la menace la plus grave est celle d'un abandon plus ou moins absolu, plus ou moins avoué, qui est tout le malheur des villes du tiers-monde.

Différences confirmées

Si nous revenons à la question posée plus haut, qui est de savoir si les mégapoles du Sud sont promises, à l'instar du Caire, à un procès d'ensevelissement par accumulation verticale, il ne semble pas, en définitive, qu'une telle évolution puisse être la conséquence directe et principale de la fascination exercée, sur les « décideurs » publics, par les modèles verticaux les plus prestigieux. Les banlieues du Caire n'ont d'ailleurs pas eu besoin de cela.

Reste l'évolution « naturelle » des choses. En clair, la question est la suivante : des modèles populaires traditionnellement voués au serré-horizontale, de se lancer d'eux-mêmes à la conquête de la troisième dimension ? On ne peut certes jurer de rien pour le long terme, mais tout laisse à penser qu'ils res-

teront longtemps fidèles à leurs logiques respectives. Pourquoi cette conviction ? Précisément à cause de leurs différences. Car force est de constater que celles-ci demeurent intactes, et même confortées, à mesure que les agglomérations observées progressent en taille.

Confortées, en effet : infiniment plus fortes sont les oppositions développées par toutes ces villes que celles que l'on pourrait trouver entre les bourgades des mêmes pays, même si, dans ces bourgades, les différences sont déjà en germe. Tout se passe comme si, bien au contraire de l'idée qu'on s'en fait communément, les contraintes de la grande ville exaspéraient jusqu'à la caricature les traits culturels d'une société. Comment ne pas être convaincu, lorsqu'on met côte à côte Paris et New York, que chacune de ces cités « dramatise » à l'envie ses héritages respectifs ? La cour d'Abidjan n'est-elle pas la caricature à l'ivoirienne de la cour africaine ? La caricature forcit le trait, et l'ombre dans les rues du Caire s'épaissit. Le miniaturisme des maisonnettes de Jakarta, de leurs jardinières et de leurs volières, rejoint celui de l'artisan ambulant, de sa voiturette ou de sa palanche. Et il semble bien, dans ces conditions, que les quartiers populaires de Jakarta ne s'apparentent pas à ressembler à ceux du Caire, pas plus qu'à ceux d'Abidjan.

Cela ne veut pas dire que ces modèles sont figés, mais qu'ils progressent dans le cadre d'une logique qui leur est propre, qui conjugue tous les paramètres locaux. Aux rangs de ceux-ci figure aussi, bien entendu, l'attitude des pouvoirs publics. On a vu qu'en Côte-d'Ivoire il existe peu de différence entre les lotissements populaires réguliers et irréguliers, qui participent à l'évidence d'un même modèle où l'impact administratif est important aussi bien sur la définition de la matrice foncière que sur l'agencement des bâtiments dans les cours, même lorsque tout se passe hors la loi : des normes consen-

suelles sont respectées de part et d'autre. Il est bien clair que, pas plus qu'il ne convient de rejeter le concept d'urbanisation populaire dans la seule zone de l'urbanisation irrégulière, c'est-à-dire illégale et incontrôlée, on ne saurait exclure de ce concept tout espace urbain développé sur initiative publique. A la limite, dans le cas extrême de Singapour, où il est impossible d'imaginer que la généralisation de la solution publique ait pu se faire sans l'obtention, au-delà de diverses péripéties, d'un certain consensus populaire, dont le ciment est certainement une adhésion massive (et économiquement possible !) au modernisme, il n'est pas absurde de considérer comme « modèle populaire » cet urbanisme tout Etat. Dans ce cas limite, il y aurait donc eu substitution d'un modèle à un autre (ou à plusieurs autres) : une révolution.

Dans le cas commun, une telle révolution/substitution n'étant pas matériellement ni socialement possible, c'est dans le cadre de la matrice traditionnelle que les changements s'opèrent. Par exemple, ceux qui commandent une aspiration à la modernité, qui est un réflexe très partagé. Ainsi, dans les années 60, le parpaing de ciment a rapidement remplacé, à Brazzaville et à Kinshasa, la brique adobe (terre séchée) et le torchis sur claies de bois de brousse ; dans les années 70, les techniques de la fosse septique se sont généralisées dans les cours d'Abidjan ; dans les années 80, derrière des huisseries vitrées de plus en plus ouvrées, de nombreux intérieurs jakartanais se sont équipés de matériel électronique japonais. Ou bien ceux auxquels accule la pression démographique et le renchérissement du sol : au Caire, l'introduction de l'ossature en béton armé dans les quartiers populaires permet d'empiler davantage d'étages ; à Jakarta, le rétrécissement progressif des lots trouve une compensation dans l'aménagement en étage de chambres, de terrasses ou de galeries, tout en restant dans

le schéma du pavillon monofamilial ; dans les vieux quartiers de Kinshasa, les parcelles se compartimentent, tandis qu'à Abidjan, la stricte rationalité marchande de la cour multilocative n'a que vingt ou trente ans.

L'uniformisation n'est donc pas pour demain, et cette constatation est plutôt rassurante. La persistance, dans les mégapoles, de modèles résidentiels culturels même déformés, compressés, mais qui demeurent largement majoritaires, montre que les peuples ont encore quelque chose à dire dans ces écosystèmes monstrueux pourtant nés d'une conjoncture universelle.

Cela veut dire aussi que les mégapoles du Sud ne sont pas, comme une certaine image d'elles le laisse croire, le règne d'une sorte d'anomie urbaine généralisée. Certes, ceci n'empêche pas que ce puisse être parfois l'enfer, et la paroxysme du mal-être résidentiel (qui n'est qu'un aspect du tout) n'est pas nécessairement réservé aux modèles comprimés dans les trois dimensions. Mais il est un fait que l'urbanisation populaire, comprise dans une acception large, abolissant la coupure entre le légal et l'extra-légal, propose des modèles durcis au feu de l'histoire locale, et qui font la démonstration d'une grande faculté à encaisser les contrecoups du gigantisme urbain. Les pouvoirs publics leur emboîtent parfois le pas, en apportant les réseaux qui sont de leur ressort, et en introduisant, pour cela, quelques normes de leur cru. Mais, le plus souvent, ils s'épuisent à chercher ailleurs des solutions qui aboutissent presque toujours à des fiascos.

Ils feraient bien de regarder leur ville avec plus d'attention et de sympathie, et de s'imprégner de l'image toujours très spécifique qu'elle produit même au travers de ce qu'ils croient être des bidonvilles. Les vrais bidonvilles sont des phénomènes d'exclusion, et l'exclusion vient rarement de l'urbanisation popu-

laire. S'il advient que celle-ci revête globalement l'aspect d'un immense bidonville, c'est ou bien une illusion d'optique (la myopie d'un regard), ou bien le résultat d'une traque (active ou passive) aussi absurde que vaine. Un regard myope ou une politique aveugle, ou les deux.

■ **Les mégapoles du Sud dans trente et cent ans. Essai sur l'inconcevable.**

La prospective urbaine à long terme est doublement une quête de l'inconcevable. D'abord parce que, comme d'autres questions, cette prospective est une gageure impossible. Ensuite, paradoxalement, à cause d'une certitude : nous allons vers des concentrations urbaines que nous ne pouvons apprécier qu'en termes de démesure absolue. Démesure que nous éprouvons déjà aujourd'hui et qui heurte l'idée que nous nous faisons encore, au souvenir de civilisations agraires toujours proches, de la répartition des hommes sur la terre. Donc, non-entendement et effroi tout à la fois.

Projections

Que pouvons-nous tirer de cette analyse pour l'évolution du futur ? Que seront les mégapoles du Sud au siècle prochain ? Il faut distinguer au moins deux termes, deux horizons. Les tendances lourdes d'aujourd'hui, essentiellement puisées dans l'examen des trente dernières années, sont légitimement applicables aux trois prochaines décennies. Au-delà, les basculements technologiques, démographiques et géo-politiques qui marqueront nécessairement le siècle ne sont pas de notre entendement. Cela ne veut pas dire que les réalités urbaines d'aujourd'hui cesseront de peser : l'his-

toire des villes traverse les siècles. Mais, sur un substrat qui, à bien des égards, restera en familiarité avec ce que nous connaissons aujourd'hui, des recompositions seront à l'oeuvre, dont certains déterminants nous sont aujourd'hui totalement inconnus.

En somme, nous sommes en face de trois niveaux d'interrogation :

- que produiront, dans le premier quart de siècle, les tendances lourdes d'aujourd'hui ?

- quelles permanences ont toute chance de traverser le siècle ?

- peut-on deviner dans quels domaines agiront les découvertes technologiques et les mutations sociétales non encore amorcées de nos jours ?

On table raisonnablement sur le fait que les mutations ou découvertes majeures dont nous n'avons pas encore idée mettront plusieurs décennies (comme l'aviation ou l'informatique, comme le flux et le reflux colonial) pour imprimer leur marque.

Aujourd'hui dans trente ans

Les pages qui précèdent, qui mettent en scène un présent éclairé par les décennies récentes, nous ont permis de relativiser certains des périls encourus par les mégapoles d'aujourd'hui et du début du siècle prochain. Leurs différences montrent qu'elles restent assez largement façonnées et produites par les sociétés locales et leurs cultures propres. Mieux : l'accès au niveau mégapole, loin de balayer ces différences, semble les confirmer.

La difficulté croissante de vie et de survie dans la ville oblige ses habitants à puiser de plus en plus dans le fonds de leur savoir-faire et de leur savoir-être, et à durcir ces savoirs à l'épreuve de la macroville. Autrement dit, à forger avec les moyens du bord, traditions et emprunts

mêlés, une culture citadine. C'est l'existence de ces *cultures citadines* qui, en retour, rassure quelque peu quant au devenir de ces concentrations urbaines, que de nombreux indicateurs signalent comme des villes catastrophes.

C'est aussi ce qui engage à ne pas se demander si ces villes catastrophes rattraperont ou ne rattraperont pas leur retard sur celles que l'on est tenté de leur donner pour référence : les villes « maîtrisées » et équipées du monde occidental. Ni à s'interroger sur leurs chances de retrouver une maîtrise que certaines ont pu connaître dans le passé, comme quelques capitales sud-américaines. Il faut se résoudre à enregistrer, comme un événement consommé, la rupture intervenue dans le mouvement d'urbanisation du Sud depuis une trentaine d'années (parfois plus, parfois moins), essentiellement marquée par un taux de croissance démographique jamais connu. Il faut admettre que, cette rupture ayant eu lieu, sont en train de s'élaborer sous nos yeux d'autres types de sociétés citadines que ceux que nous connaissons dans les pays industrialisés ou que ceux que le monde a connus dans le passé.

Le parallèle inévitable avec la mutation urbaine enregistrée en Europe à l'avènement de l'ère industrielle ne vaut que par la valeur d'exemple d'une rupture dont nous avons l'avantage de connaître les tenants et les aboutissements. Par quelques analogies aussi : exode rural massif, paupérisation d'une partie de la population, développement du marché local, etc. Mais les différences sont également essentielles. Différences de volume d'abord : dans un rapport de un à dix au moins. A cette échelle, une donnée numérique devient une donnée qualitative. Elle peut en effet suffire à changer la nature et le fonctionnement d'une société agglomérée ; perte du contact avec la campagne environnante, fragmentation des centralités et des pouvoirs territoriaux,

complexification de la gestion et des réseaux techniques, affaiblissement du contrôle social, montée des comportements liés à l'anonymat, à la marginalité, à l'angoisse, à l'abandon (par exemple des jeunes). La vitesse de croissance de la population autant que les tailles atteintes ébranle les sentiments identitaires, casse les systèmes de valeurs, crée l'anomie (interprétation pessimiste) ou l'innovation culturelle (interprétation optimiste). Les nouvelles mégapoles du Sud connaissent cela avec une toute autre intensité que les métropoles industrielles du siècle passé. Et avec des symptômes inédits.

La seconde grande différence tient évidemment au fait que les mégapoles du Sud ne sont pas, pour l'essentiel, des métropoles industrielles. Ce n'est donc pas une classe ouvrière qu'on y voit monter, mais une masse urbaine dont la caractéristique majoritaire est qu'elle n'a ni salaire ni statut. Il en résulte en même temps une errance sociale perçue négativement à bien des égards, et un dynamisme fait d'initiatives incessantes qui font l'admiration des chœurs de l'informel. Pas ou peu de luttes de classes, mais un engagement généralisé dans un *struggle for life* réglé moins sur le cursus d'une vie d'homme que sur un rythme inscrit dans le quotidien.

C'est à l'évidence la réflexion conduite autour de la notion de l'informel qui désigne le mieux le champ où gisent les clés des sociétés citadines du Sud pour aujourd'hui et demain. Plus on pénètre ce champ, plus on se convainc qu'il est régi par des lois, que les gens y observent des codes, que des formes de régulation y sont à l'oeuvre. En même temps, ces structures résistent à l'analyse, voire à l'observation, pour deux raisons. La première est qu'elles sont à découvrir sous la turbulence et l'émiettement évoqués ci-dessus. La seconde est que les genres y sont mêlés : l'économique et est indémêlable du social et du culturel.

Cette résistance à l'analyse a longtemps rejeté le champ de l'informel dans les oubliettes de la marginalité, d'où son nom. Mais sa résistance aux faits, l'espace majoritaire qu'il occupe, l'extraordinaire dynamisme qu'il recèle en dépit de la faillite des économies du Sud, l'ont hissé au statut de recours.

Cependant, il faut aller plus loin encore. S'il paraît souvent rendre compte à lui seul du maintien, de la survie, voire du développement des sociétés citadines du Sud, c'est qu'il en est le tissu essentiel. Il n'est pas l'envers de la réussite industrielle ou bureaucratique, il est autre chose, qui peut cohabiter avec l'industrie et l'administration jusqu'à les imprégner, comme on peut le voir aussi bien dans certains NPI (nouveaux pays industriels) que dans les républiques bureaucratiques, beaucoup plus nombreuses. Sa découverte dans les sociétés du Sud a d'ailleurs fait prendre conscience de sa présence voilée dans les sociétés du nord elles-mêmes, y compris dans les contextes les plus formalisés. Il n'est donc pas consubstantiel aux sociétés du Sud, mais le contexte global dans lequel l'urbanisation massive du Sud s'opère lui laisse toute la place.

Si l'on admet ce point de vue, tous les comportements que l'on a coutume de répertorier à la rubrique « informel » avec une connotation soit négative (économie involutive, micro-activité, bidonville, urbanisation illégale, corruption, népotisme, parasitisme...), soit héroïque (stratégies de survie, débrouille, artisanat de récupération, autoconstruction, solidarité, redistribution...), deviennent constitutifs d'une citadinité assumée comme un système et qui prend rang de culture.

S'agit-il de la « culture de la pauvreté » qui fit quelques beaux succès de l'anthropologie américaine ? Pas exactement, pas seulement, pas nécessairement. Il est vrai que la pauvreté du plus grand nombre est le principal défi que cette culture

citadine doit relever. Mais cette pauvreté majoritaire n'est généralement pas enfermée dans un ghetto. Elle a ses riches et ses demi-riches, ainsi que ses pauvres parmi les pauvres. Les stratégies des individus et des groupes se déploient dans cette diversité, sur des modes où se mêlent des rapports de compétition, de dépendance, de parrainage et de médiation, de voisinage, de parenté et d'éthnicité, d'obédience religieuse ou politique, d'association, de filière ou de réseau.

Cette société majoritaire ne doit pas non plus être considérée comme nécessairement distincte de la fraction plus ou moins large des salariés du secteur *moderne*, ni de celle des employés de l'Etat. D'abord parce que la plupart de ceux-ci, au-delà des clivages économiques, participent de cette culture majoritaire. Ensuite parce que leurs revenus eux-mêmes sont réinsérés dans les stratégies évoquées ci-dessus.

C'est justement cette circulation d'une part, cette perméabilité d'autre part, entre les secteurs économiques, entre l'économique et le social, mais aussi entre les systèmes de normes, entre les référents culturels, entre le court et le long terme, qui créent les conditions de souplesse et d'invention permanente sans lesquelles les cités du Sud ne pourraient pas affronter la fatalité de leur engorgement et de leur sous-développement.

Les trente prochaines années le confirmeront, non seulement sur le terrain, mais dans l'esprit des techniciens et des politiques. La bataille des normes semble devoir s'atténuer, les opérations de normalisation (de l'habitat, de l'activité commerciale, etc.) s'assouplir, les projets intégrés rester à leur juste place. Au moins par réalisme, ou par constat d'impuissance, les pulsions démiurgiques devraient laisser en paix, dans la plupart des cas, les processus d'urbanisation majoritaires, la tendance universelle allant en tout domaine au « moins d'Etat ». Le re-

flux des HLM sarcelliennes, staliniennes, nasserriennes, voire houphouëticiennes semble consommé. Le mythe de la ville nouvelle est en recul, au profit des notions de pôle et de réseau.

Partout où ils demeureront confrontés à une économie de tiers-monde, les pouvoirs centraux des mégapoles semblent devoir enfin comprendre que leur tâche est dans la mise en place de grands réseaux (autoroutiers, d'alimentation en eau, etc.) et de pôles structurants, non dans la création de l'habitat lui-même. Même dans le domaine des équipements sociaux de proximité, il est prévisible que les administrations publiques laisseront de plus en plus le champ libre aux initiatives locales, qu'elles soient privées, confessionnelles ou communautaires. Plus exactement, les banlieues immenses prendront acte, avec une lucidité croissante, de l'état de délaissement et d'oubli dans lequel elles sont tenues, de fait, quelles que soient les politiques affichées. L'initiative privée, avec la complicité des pouvoirs locaux (c'est le scénario le plus fréquent) pourvoira de plus en plus à l'équipement scolaire et sanitaire, à l'organisation des transports collectifs, à l'enlèvement des ordures, etc.

L'émergence ou la confirmation, officielle ou occulte, des pouvoirs locaux, marquera certainement l'évolution des mégapoles du Sud dans les prochaines décennies. La mode est à la municipalisation des banlieues, souvent assortie d'élections à candidatures multiples, même dans les pays à parti unique. Mais, au-dessous de ce large maillage, de nombreuses formes d'autorités et d'appartenances auront également tendance à se durcir, à s'autonomiser, soit autour des caciques traditionnels, soit au travers du mouvement associatif, soit par l'ascendance de nouveaux pouvoirs économiques, religieux ou mafieux.

Traverser le siècle

Changer de cap et porter le regard vers l'horizon 2100 oblige à abandonner toute ambition descriptive. Pourtant, les nouvelles données technologiques et sociétales qui se seront introduites entre temps n'auront certainement pas tout balayé. Quelle que soit notre impuissance à imaginer celles qui ne sont pas déjà en route, nous ne devons pas perdre de vue l'extraordinaire pesanteur d'un fait social aussi massif que l'urbanisation. Des constantes traverseront le siècle comme elles ont traversé les autres. Essayons de cerner celles qui ne font guère de doute.

La première certitude est que les trente prochaines années ne suffiront pas, et de loin, à surmonter la précarité matérielle des masses citadines du Sud. Il y a même tout lieu de penser que, dans plusieurs parties du monde, la pauvreté urbaine s'accroîtra encore. On n'a pas atteint le fond. Ainsi, dans le meilleur des scénarios, le milieu du siècle prochain sera encore obsédé par cette lancinante question. Or elle s'appliquera à des concentrations urbaines encore plus considérables.

Là est la deuxième certitude : la question urbaine est définitivement devenue une affaire de nombre, de quantités humaines, les fonctions de la ville passant au second plan jusqu'à la déconnexion : les technopoles se détachent des mégapoles et certaines capitales politiques aussi. Sans nécessairement migrer, la *city* elle-même n'appartient plus à la mégapole qui l'entoure, mais à l'affairisme mondial. Reste, prédominante, la ville écosystème et socio-système. Il est possible qu'un jour cette base identitaire socio-spatiale n'ait plus de sens à son tour. Mais, sauf peut-être pour quelques pays avancés, ce ne sera pas l'affaire de ce siècle. Au contraire, le XX^e siècle verra se confirmer l'enfermement des citadins dans l'espace-ville, alors qu'il est loin d'être accompli de nos jours sur le sous-

continent le plus récemment urbanisé : l'Afrique noire.

La conjonction, d'ailleurs partielle-ment organique, de l'économie tiers-monde et de l'innombrable urbain continuera d'autonomiser un espace social préoccupé de survie et de quotidien. En déconnectant la mégaville de son environnement rural et national, la mondialisation croissante de l'économie, des techniques et de la culture aboutira à ce résultat paradoxal : le socio-système urbain s'autoproduira. Aujourd'hui encore regardée comme périphérique (cf. le secteur informel, l'urbanisation spontanée, les pouvoirs locaux), cette économie du quotidien, fondée sur un émiettement extrême du travail et de l'initiative, devrait devenir prépondérante, on l'a vu, dans les prochaines décennies. Quoi qu'il arrive, elle ne saurait donc disparaître dès la période suivante.

Enfin, il est probable que tout au long du siècle prochain se poursuivra et s'amplifiera une inquiétude qui est déjà la nôtre, celle d'une régression sociétale plus ou moins liée à la démesure de l'accumulation urbaine. Cette expectative sera d'autant plus inquiétante que pauvreté et précarité se maintiendront. Bien qu'il ne soit guère possible d'établir un lien causal entre un seuil numérique et telle ou telle névrose collective, et bien que l'on puisse aussi bien soutenir l'hypothèse qu'au-delà d'un certain seuil — peut-être situé assez bas — la perception d'une situation grégaire arrive à saturation, la perspective d'une inexorable poussée urbaine donne quand même le vertige.

Les scénarios optimistes prévoient une stabilisation de cette poussée au milieu du siècle. Mais les mégapoles d'alors auront atteint 50 ou 100 millions d'habitants, peut-être davantage. Si l'on peut espérer que des innovations technologiques viendront compenser la complexité croissante des problèmes de gestion, y compris ceux de l'approvisionnement vi-

vrier, rien ne pourra annuler la charge psychologique et sociale d'une telle accumulation humaine.

De grands dérèglements culturels se succéderont inévitablement sans jamais s'effacer, comme la drogue semble aujourd'hui relayer l'alcool, ou comme la solitude, dans les villes du Nord au moins, prend le pas sur la promiscuité. Pas question d'imaginer les maillons de cette chaîne infernale. Mais, au moins, peut-on se convaincre, au vu des enchaînements du passé, d'une aggravation progressive autre que simplement numérique ? Rien n'est moins sûr. On ne peut hiérarchiser les plaies d'Égypte. Toutefois, leur cumul aboutit à la nuit...

Le choc du futur

S'il est vain de vouloir inventer l'histoire sociale et culturelle d'un siècle à venir, il serait encore plus présomptueux d'en imaginer les innovations technologiques. Qui eut pu prévoir, il y a cent ans, les puces et leurs applications ? A la rigueur, on peut tenter de sélectionner des problèmes, aujourd'hui lancinants, qui pourraient ne pas résister très longtemps aux progrès du savoir et du savoir-faire.

L'un de ceux-là est l'approvisionnement alimentaire, déjà évoqué. Si l'on doit faire confiance au XXI^e siècle sur un point, ce devrait bien être celui-ci. Non tellement en raison d'une probable et récurrente mobilisation pour cette exigence élémentaire de l'homme, mais plutôt parce que la technologie de l'agroalimentaire en viendra naturellement à bout en mettant sur ce marché immense des produits industriels de plus en plus performants et bon marché (pour imaginer : cf. le succès déjà ancien du concentré de tomates ou du bouillon en cube au plus profond de l'Afrique). Les « dragons » de l'Asie du Sud-Est ou leurs successeurs devraient y contribuer puissamment (en

liaison ou non avec les productions agricoles locales) comme ils ont démocratisé les tee-shirts et autres cotonnades légères. La démocratisation de l'aliment industriel passera par le marché chinois et diffusera sans doute une partie des recettes et du goût chinois en Afrique et en Amérique latine.

C'est l'existence de cet immense marché des pauvres (l'Afrique noire sera aussi peuplée que la Chine) qui poussera l'innovation industrielle et commerciale dans d'autres domaines encore. Par exemple celui des combustibles ménagers. La cuisine au bois ou au charbon de bois, qui se maintient dans de nombreuses régions en dépit de la désertification qu'elle provoque autour des villes, cessera d'être une question cruciale lorsqu'un produit énergétique nouveau, plus accessible que les succédanés actuels du bois (pétrole, gaz, électricité) aura été sinon inventé, du moins adapté et pensé pour ce marché (pour imaginer : cf. les tablettes allume-feu en alcool solide).

De la même façon, on peut faire le pari que le péril fécal, redoutable problème des grandes villes pauvres (parce que les solutions d'aujourd'hui passent toujours par des équipements lourds et contraignants), bénéficiera d'une invention qui permettra de substituer à la solution réseau d'évacuation une minéralisation immédiate des matières. On peut espérer que le siècle suffira à mettre au point puis à universaliser de tels équipements individuels (pour imaginer : cf. WC chimiques pour caravanes).

Si l'on poursuit l'investigation dans le domaine de l'habitat, il n'est pas absurde de s'attendre à ce que le règne incontesté du parpaing de ciment s'achève quelque part dans le siècle. La généralisation d'un nouveau matériau (pour imaginer : cf. les jeux Léo, autrement dit des modules peu onéreux, auto-adhérents et colorés dans la

masse, libérant de la contrainte du mortier, de l'enduit et de la peinture), pourrait être aussi fulgurante que celle du ciment il y a vingt ou trente ans (en Afrique), qui s'était faite essentiellement au détriment du bois et de la terre séchée. Ce ne sera pas celle-ci qui reviendra, en dépit des espoirs des nouveaux prophètes du « géobéton » et des architectures de terre. Les nouveaux matériaux viendront du marché et de l'industrie mondiale.

Ces introductions et bien d'autres possibles paraissent de nature à empiéter sérieusement sur l'autonomie, exposée plus haut, d'une production sociale endogène, locale. Mais, sans qu'il puisse être question de nier l'impact de ces innovations techniques sur la vie quotidienne, elles ne semblent pas devoir toucher à l'essentiel. En effet, aucune d'entre elles ne modifiera les conditions de la lutte pour l'accès au sol urbain, ni l'organisation des rapports sociaux dans les quartiers et dans la ville. La pénétration de nouveaux produits tuera-t-elle la petite production marchande ? On a déjà cru à cette prédiction, certes vérifiée ponctuellement, mais infirmée par le renouvellement constant d'un secteur artisanal qui, sur le terrain singulier d'une mégapole du Sud, se nourrit de tous les échanges et de toutes les innovations technologiques. On voit bien que l'électronique et l'informatique, dont on a pu croire qu'elles allaient disqualifier les petits, favorisent au contraire la fragmentation de l'initiative. A l'autre bout, l'artisanat de récupération... récupère.

Ces deux dernières évocations nous ramènent aux différences. On observe déjà que la dérive des continents s'accélère : le tiers-monde n'est pas le même partout. Projetée sur un siècle, cette dérive donne autant le vertige que les grandes inconnues de l'innovation technologique, même et surtout celles qui dépassent totalement notre entendement.

Centre de Prospective et d'Évaluation • Ministère de la Recherche et de l'Espace

P ROСПECTIVE DES DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX

■
Rapport sur l'évolution
du monde

■
Contributions scientifiques
à l'ouvrage « 2100, récit du prochain siècle »
publié aux éditions Payot

C.E.D.I.D. - ORSTOM

22 NOV 1995

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 42836 et 1
Cpte : B

groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques



G A, Ø
C P E

INV. 07811